



Etablissement support :
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DIJON BOURGOGNE

DIRECTIONS CONSEIL ET GESTION DES RESSOURCES

Direction des Affaires Economiques et Logistiques

5, Boulevard Jeanne d'Arc

B.P 77908

21079 DIJON CEDEX

Téléphone : 03.80.29.33.80

Télécopie : 03.80.29.35.00

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES (CCAP)**

Etabli en application du Code de la Commande Publique

PROCEDURE ADAPTEE OUVERTE N° 24210

FOURNITURE D'ETIQUETTES D'ARCHIVAGE

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières, établi le 6 janvier 2025, comporte 12 pages et 1 annexe

PREAMBULE :

En application :

- de la Loi N° 2016 - 41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé (article 107),
- du Décret N° 2016 - 524 du 27 avril 2016 relatif aux Groupements Hospitaliers de Territoires (GHT),
- du Décret N° 2017 - 701 du 02 mai 2017 relatif aux modalités de mise en œuvre des activités, fonctions et missions mentionnées à l'article L. 6132-3 du Code de la Santé Publique, au sein des GHT,

Le CHU Dijon Bourgogne, établissement support du GHT 21-52, ci-après dénommé « Pouvoir Adjudicateur », assure la responsabilité de la fonction achats pour le compte des établissements parties au GHT suivants :

- Centre Hospitalier « La Chartreuse » de Dijon : 1 Boulevard Chanoine Kir - 21000 Dijon
- Centre Hospitalier d'Auxonne : 5 Rue du Château, 21130 Auxonne
- Centre Hospitalier d'Is-sur-Tille : 21 Rue Victor Hugo - 21120 Is-sur-Tille
- Centre Hospitalier « Robert Morlevat » de Semur-en-Auxois : 3 avenue Pasteur – 21140 Semur-en-Auxois
- Centre Hospitalier de la Haute Côte-d'Or (CH-HCO) :
 - Site d'Alise-Sainte-Reine : Chemin des Bains – 21150 Alise-Sainte-Reine
 - Site de Châtillon-sur-Seine : Rue du Baron Claude Petiet – 21400 Châtillon-sur-Seine
 - Site de Montbard : Rue Auguste Carré – 21500 Montbard
 - Site de Saulieu : 2 rue Courtépée – 21210 Saulieu
 - Site de Vitteaux : 7 rue Guéniot – 21350 Vitteaux
- Centre Hospitalier de Bourbonne-les-Bains : Rue Terrail Lemoine – 52400 Bourbonne-les-Bains
- Centre Hospitalier de Chaumont : 2 rue Jeanne d'Arc – 52000 Chaumont
- Centre Hospitalier de Langres : 10 rue de la Charité – 52200 Langres

Le CHU Dijon Bourgogne assure la mise en œuvre des consultations au niveau territorial ou via des opérateurs nationaux ou régionaux.

L'exécution des marchés est réalisée par chaque établissement membre du GHT 21-52.

La présente consultation concerne le CHU Dijon Bourgogne et le CH-HCO.

Au cours de la procédure, si un ou plusieurs établissements parties du GHT 21-52 souhaitent adhérer au futur marché afin de bénéficier des conditions techniques et financières, l'adhésion pourra se faire par voie de modification de marché (avenant).

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la fourniture d'étiquettes d'archivage.

ARTICLE 2 - FORME ET DUREE DU MARCHÉ

2-1 - Forme du marché :

La consultation donnera lieu à la conclusion d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commandes conclu sans minimum et avec un maximum en valeur conformément aux articles R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la Commande Publique. Pour le maximum, la valeur prévisionnelle annuelle est de 1 500 € HT.

2-2 - Durée du marché :

Le marché est conclu après notification au titulaire pour une première période ferme de 12 mois à compter de la date de notification du marché.

Il sera ensuite reconductible tacitement trois fois par période d'un an.

Si le Pouvoir Adjudicateur ne souhaite pas reconduire le marché, il le notifie au titulaire au moins deux mois avant la fin de la période en cours, par courrier recommandé avec accusé de réception ou via la plateforme des marchés PLACE. La non reconduction pourra se faire lot par lot.

Le titulaire ne pourra pas refuser cette décision.

La non reconduction du marché ne donne droit à aucune indemnité.

2-3 - Continuité de service :

En fin de marché, ou en cas de non reconduction, le titulaire s'engage à poursuivre les prestations jusqu'à mise en place effective du nouveau marché, dans les conditions similaires au présent marché. Dans cette hypothèse, il sera procédé à une modification de marché par le Pouvoir Adjudicateur.

ARTICLE 3 – CLAUSE DE REEXAMEN

Conformément aux articles L.2194-1 et R.2194-1 et suivants du Code de la Commande Publique, des modifications de marché pourront être conclues entre le titulaire et le Pouvoir Adjudicateur en cours d'exécution du marché, dans les cas suivants :

En fonction de l'activité des établissements, les prestations, objet du marché, sont susceptibles d'être modifiées, en plus ou en moins :

- Ajout ou suppression de références articles ;
- Modifications des références prévues au marché.

Cette liste est non exhaustive.

ARTICLE 4 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- 1) L'Acte d'Engagement et le ou les bordereaux de prix unitaires.
- 2) Le présent CCAP, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'administration, fait seul foi.
- 3) Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'administration, fait seul foi.
- 4) Le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (CCAG - FCS : arrêté du 30 mars 2021).
- 5) L'offre du titulaire.

NB : Le document visé au 4), non joint aux autres pièces constitutives du marché, est réputé connu du titulaire.

La signature par l'opérateur économique de l'acte d'engagement le lie à l'ensemble des documents contractuels constituant le marché, quand bien même ces derniers ne seraient pas signés et paraphés.

ARTICLE 5 - MODALITES D'ETABLISSEMENT DES PRIX

5-1 - Conditions générales :

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage et au transport jusqu'au lieu de livraison.

5-2 - Forme des prix :

Pour l'ensemble des articles, les prix unitaires sont fermes pendant la première période ferme de 12 mois d'exécution du marché, à compter de la date de notification.

Ils peuvent être révisés une seule fois à chaque reconduction éventuelle.

Le titulaire s'engage à notifier à l'acheteur du GHT 21-52 son nouveau barème avec un préavis de 3 mois avant la fin de la période en cours. Il devra fournir toutes les pièces justificatives servant au calcul des prix révisés. A défaut de respecter ces conditions, sa demande pourra être rejetée.

Promotions exceptionnelles : Au cas où le titulaire proposerait des promotions exceptionnelles concernant un ou plusieurs articles figurant au marché, il s'engage à en faire profiter l'Etablissement si le prix de celles-ci est inférieur au prix du marché.

Lorsque le taux ou l'assiette de la taxe à la valeur ajoutée varie au cours de l'exécution du marché, le prix de règlement tient compte de cette variation, sauf disposition particulière édictée en vertu de la réglementation générale des prix.

5-3 – Clause butoir :

Une augmentation sur les prix contractualisés à la notification du marché est consentie à hauteur de 2 % maximum d'une période à l'autre.

5-4 – Clause de sauvegarde :

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de résilier, sans indemnités, la partie non exécutée du marché, lorsque la variation conduit à une augmentation supérieure à 2 % d'une période à l'autre.

Si la procédure de résiliation est mise en œuvre, le Pouvoir Adjudicateur en informera le titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception au minimum un mois avant la date d'effet de la résiliation.

Pendant cette période transitoire d'un mois, les conditions de prix appliquées par le titulaire seront les mêmes que celles définies à la date de notification du marché ou de la reconduction.

Dans le cas de circonstances imprévues, il est possible de déroger à la clause de sauvegarde après discussion et validation du Pouvoir Adjudicateur. Le titulaire devra faire preuve de transparence en communiquant tout élément permettant au Pouvoir Adjudicateur d'être avisé de la situation et de pouvoir analyser la demande.

5-5 – Mise en œuvre de l'indemnité d'imprévision :

Le droit du titulaire à indemnité peut être reconnu lorsque, même après application des clauses contractuelles, l'économie du contrat est bouleversée.

Dans l'hypothèse où l'augmentation du prix entraîne un bouleversement temporaire de l'économie du contrat, le titulaire du marché concerné peut solliciter une indemnité sur le fondement de la théorie de l'imprévision, à condition de démontrer que cette augmentation était imprévisible, soit dans sa survenance, soit dans son ampleur. L'évènement doit être extérieur aux parties, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat (article L.6 du Code de la Commande Publique).

Dans le cas d'une demande d'indemnisation, il appartient au titulaire :

- D'apporter tous les justificatifs comptables nécessaires ;
- De justifier le prix de revient et la marge bénéficiaire au moment où le titulaire a remis son offre, et ses débours au cours de l'exécution du marché.

L'indemnité accordée ne peut couvrir qu'une partie du déficit subi. Le titulaire doit prendre à sa charge le coût de l'aléa économique « normal » inhérent à tout contrat.

La mise en œuvre de la théorie de l'imprévision ne peut être que temporaire.

ARTICLE 6 – SUBSTITUTION DEFINITIVE D'UN ARTICLE

Si une référence venait à disparaître définitivement ou provisoirement en cours d'exécution du marché, le titulaire devra proposer une référence de substitution de qualité équivalente ou supérieure et dont le prix ne pourra pas être supérieur à celui prévu par le marché.

La poursuite du marché avec la référence de substitution sera soumise à acceptation du Pouvoir Adjudicateur.

Si l'article proposé ne correspond pas au besoin d'un Etablissement, il pourra s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur aux frais et risques du titulaire.

Si le prix facturé par l'autre fournisseur est supérieur au prix du marché, le supplément sera à la charge du titulaire.

ARTICLE 7 - MODE DE REGLEMENT

7-1 - Facturation – Facture électronique :

Après chaque livraison, une facture datée est établie.

Conformément à l'article R.2192-3 du Code de la Commande Publique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

Dépôt de facture électronique :

La facture électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/ccp/utilisateur?execution=e1s1>).

Tutoriel en ligne : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/deposer-facture-chorus-pro/>

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques seront effectués sur le portail de facturation selon les modalités techniques fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégralité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et en l'invitant à utiliser « Chorus ».

Le non-respect de cette disposition entraînera le retour pur et simple de la facture à son expéditeur avec obligation de réémission sous un nouveau numéro et une nouvelle date, ainsi que la suspension du délai de paiement (décret n° 2013-269 du 29 mars 2013). Pour éviter toute difficulté ultérieure, il est demandé aux fournisseurs et à leur service comptable d'être particulièrement vigilants sur ce point particulier.

La facture électronique doit comporter, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- La référence et l'intitulé de la procédure ;
- Le numéro du marché ;
- L'identité bancaire ou postale telle qu'elle est précisée dans l'acte d'engagement ;
- Le numéro du bon de commande ;
- La désignation des articles livrés ainsi que leur référence ;
- Les quantités livrées ;
- Le montant hors TVA ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant total TTC.

Lors du dépôt de la facture sur le portail « Chorus Pro », un code service pourra éventuellement être exigé par l'établissement concerné.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au jour de la livraison des fournitures.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne ou dans un pays hors Union Européenne sans avoir d'établissement en France, celui-ci facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

7-2 - Changement de domiciliation bancaire :

Le cas échéant, toute modification de coordonnées bancaires, en cours de marché, fera l'objet d'une demande de la part du titulaire à l'adresse électronique suivante : cellule.marches@chu-dijon.fr.

Un formulaire à compléter sera transmis au titulaire. Ce formulaire sera obligatoirement signé par une personne habilitée à engager la société et devra être accompagné du nouveau RIB.

La responsabilité des établissements du GHT 21-52 ne saurait être engagée en cas de retard pris pour le traitement de l'information, si le formalisme demandé n'est pas respecté.

7-3 - Règlement :

Le règlement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique et les dispositions du CCAG-FCS. Le mode de règlement est le virement administratif. Le délai global de paiement maximum est de 50 jours pour les Etablissements Publics de Santé.

7-4 - Intérêts moratoires :

Le défaut de paiement dans le délai précisé ci-dessus, fait courir de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire, ainsi qu'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Conformément au décret n° 2013-269 du 29 mars 2013, le taux des intérêts moratoires est « le taux de refinancement principal de la Banque Centrale Européenne » en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit (08) points. L'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement s'élève quant à elle à 40 Euros.

ARTICLE 8 – CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les commandes sont faites, au fur et à mesure des besoins, par le moyen de bons de commande qui comporteront :

- Le numéro du marché ;
- La désignation et référence des articles ;
- Les quantités commandées ;
- Le prix unitaire HT et le prix total TTC de la commande ;
- Le lieu, la plage horaire et la date de livraison (= délai contractuel d'exécution).

Les bons de commandes peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché. Le marché ne s'achèvera qu'à la fin de l'exécution du dernier bon de commande.

Les commandes seront effectuées par mail, fax, téléphone, selon les indications transmises dans l'annexe n° 3. Elles seront émises par chaque site.

Les commandes peuvent être exceptionnellement et pour des besoins urgents, passées par téléphone avec un numéro de commande et régularisées par la suite.

Le prix applicable sera le prix établi à la date de commande (cf. bon de commande).

ARTICLE 9 - EMBALLAGE ET TRANSPORT DES ARTICLES

9-1 – Emballage :

Il sera fait application de l'article 20.2 du CCAG/FCS.

9-2 – Transport :

Le titulaire est responsable du mode de transport de ses articles, dans les conditions prévues à l'article 20.3 du CCAG/FCS.

Le conditionnement, l'emballage, le chargement et le transport s'effectuent sous la responsabilité du titulaire jusqu'au lieu de livraison.

ARTICLE 10 - DELAIS DE LIVRAISON

Les articles sont livrés en respectant la date, la plage horaire et le lieu précisés lors de l'émission du bon de commande par chaque Etablissement et conformément au délai auquel le titulaire s'est engagé dans son offre.

En cas de nécessité, le délai peut être raccourci et/ou une livraison partielle de dépannage peut être demandée.

ARTICLE 11 - LIVRAISON ET RECEPTION DES ARTICLES

Lors d'une erreur sur le lieu de livraison de la part du titulaire, la reprise et le réacheminement de la marchandise sur le bon lieu de livraison sera à la charge de ce dernier et ne pourront être facturés aux établissements.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour corriger son erreur.

En cas de refus de livraison le vendredi ou la veille d'un jour férié, le titulaire s'engage à livrer les articles commandés le jour ouvré le plus proche de la date de refus de la livraison.

Chaque livraison est obligatoirement accompagnée d'un bon de livraison fourni par le titulaire en deux exemplaires, dont l'un est signé par l'Etablissement, auteur de la commande lors de la réception des articles.

Par dérogation à l'article 21.2 du CCAG-FCS, ce bon de livraison doit comporter :

- La désignation au marché ;
- L'identification du titulaire ;
- La référence du bon de commande afférent ;
- La quantité des articles livrés et leurs références ;
- La date de livraison ;
- La date de livraison du reliquat le cas échéant.

Si la quantité livrée n'est pas conforme à celle demandée, si l'article livré est différent de celui désigné sur le bon de commande, si les règles d'hygiène ne sont pas respectées, si les articles sont livrés en mauvais état, et si le lieu de livraison n'est pas conforme à celui indiqué sur le bon de commande, l'établissement peut mettre en demeure le titulaire :

- De reprendre immédiatement :
 - L'excédent si la livraison dépasse la commande ;
 - Les articles non conformes aux engagements du marché ;
 - Les articles pour lesquels les règles d'hygiène ne sont pas respectées ;
 - Les articles livrés en mauvais état.
- De compléter la livraison à ses dépens dans les plus brefs délais ;
- De réacheminer la livraison sur le bon site sous 24 heures (jours ouvrés) à ses dépens.

Les dommages aux articles transportés devront être attestés sur le bon de livraison.

La réception des articles est constatée par la signature du récépissé de transport ou du bordereau de livraison par la personne habilitée en ce sens et effectuant ladite réception, dont les nom et prénom devront obligatoirement être précisés sur ledit document.

ARTICLE 12 - OPERATIONS DE VERIFICATION ET ADMISSION

12-1 - Vérification quantitative :

A la réception des colis, une vérification quantitative immédiate de la livraison est effectuée. Elle consiste à vérifier l'adéquation entre la quantité commandée et celle livrée ainsi que celle renseignée sur le bon de livraison.

12-2 - Vérification qualitative :

Les articles doivent être livrés conformes aux impératifs de qualité fixés par le marché.

En cas de non-respect (répété ou non) des dispositions du marché en cours d'exécution, l'exécution aux frais et risques du titulaire ainsi qu'une éventuelle résiliation interviendront dans les conditions fixées à l'article 14 du présent document.

12-3 - Admission :

A l'issue des opérations de vérification qualitative, les décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-FCS.

ARTICLE 13 - PENALITES

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, en cas de défaillance du titulaire, des pénalités pourront lui être appliquées dans les hypothèses suivantes :

13-1 - Pénalités pour retard de livraison :

Lorsque le délai de livraison contractuel est dépassé, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 25 € (vingt-cinq euros) par jour calendaire de retard. Les délais courent à compter de la date de réception du bon de commande.

13-2 - Pénalités pour livraison non conforme :

L'Etablissement se réserve le droit d'appliquer au titulaire, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 25 € (vingt-cinq euros) pour chaque livraison non conforme à la commande, sans information préalable de la part du titulaire¹.

13-3 - Pénalités pour non remise des attestations URSSAF et d'assurance arrivées à échéance au cours du marché :

En cas de non remise par le titulaire de la nouvelle attestation URSSAF (périodicité de six mois) et de la nouvelle attestation d'assurance (périodicité d'un an) au cours de l'exécution du marché, conformément à l'article 19 du présent document, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de lui appliquer à compter de la mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 20 € (vingt euros) par jour calendaire de retard à compter de la date d'échéance de ces documents.

Ces pénalités seront applicables de plein droit et cumulatives le cas échéant.
Aucune demande d'exonération de pénalités ne sera prise en compte.

¹ Une livraison non conforme = rupture d'approvisionnement non signalée et/ou substitution d'un article par une catégorie non signalée et/ou écart entre la commande et la livraison non signalé

ARTICLE 14 – RESILIATION

Il serait fait application des articles 38 à 45 du CCAG-FCS et des articles L.2195-1 à L.2195-6 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 15 – CESSION, ASSOCIATION, SUBSTITUTION, LIQUIDATION JUDICIAIRE

Le titulaire ne peut céder son marché en totalité ou en partie, ni contracter une association pour son exécution sans autorisation expresse du Pouvoir Adjudicateur.

A cet effet, il communique à celui-ci, et sans délai, les documents juridiques décrivant les conditions dans lesquelles la cession du marché s'est produite (copie de l'Assemblée générale extraordinaire, extrait de Kbis, publications officielles de l'avis rendu par l'Assemblée Extraordinaire, etc.).

Toute cession, association ou substitution non autorisée sera nulle de plein droit et pourra entraîner la résiliation du marché.

En cas de cession, de substitution ou d'association régulièrement autorisée, le titulaire demeure garant solidairement avec le cessionnaire ou avec ses associés de l'accomplissement de toutes les clauses du marché.

Au cas où une procédure de redressement judiciaire serait mise en place au bénéfice du titulaire, celui-ci en informera sans délai le Pouvoir Adjudicateur et lui communiquera le jugement prononçant l'ouverture d'une période d'observation.

Dans l'hypothèse où, à l'issue de cette période d'observation, le Tribunal de Commerce prononcerait la liquidation judiciaire de l'entreprise titulaire, son gérant en informera sans délai le Pouvoir Adjudicateur.

ARTICLE 16 – GROUPEMENTS D'OPERATEURS ECONOMIQUES

Les candidats sont informés que le Pouvoir Adjudicateur exigera, le cas échéant, des opérateurs économiques qui se sont présentés en « groupement conjoint » qu'ils adoptent la forme juridique d'un « groupement solidaire », après l'attribution du marché public, et ce, eu égard au caractère sensible des fournitures, objet du marché et pour la bonne exécution de ce dernier.

ARTICLE 17 - AVANCE

Il sera fait application des articles R.2191-1 à R.2191-12 et R.2191-15 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 18 - NANTISSEMENT

Le cas échéant, le titulaire pourra adresser sa demande de nantissement au Pouvoir Adjudicateur qui la retournera dûment complétée et signée.

ARTICLE 19 – RESPECT DES PRINCIPES DE LAICITE ET DE NEUTRALITE

Le présent contrat confie à son titulaire l'exécution de tout ou partie d'un service public.

Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- D'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- De respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Le détail du respect de ce principe se trouve en annexe du présent CCAP.

ARTICLE 20 – ATTESTATION ASSURANCE ET CERTIFICATS SOCIAUX

Le titulaire doit pouvoir justifier d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée, garantissant sa responsabilité civile pour dommages de toute nature causés aux tiers.

Pour les attestations/certificats arrivant à échéance en cours d'exécution du marché, le titulaire devra fournir de nouveaux documents en cours de validité :

- Attestation d'assurance : périodicité d'un an
- Attestation URSSAF : périodicité de six mois

Ces documents seront à adresser par mail à Mme Marie-Hélène CHEVALIER – Cellule « Marchés Publics » du GHT 21-52 (E-mail : mariehelene.chevalier@ch-hco.fr).

ARTICLE 21 – REGLEMENT GENERAL DES PROTECTIONS DES DONNEES

Le titulaire s'engage à ne pas divulguer à des tiers les documents, les informations et les renseignements communiqués par le GHT 21-52 ou dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution du marché.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et en particulier le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (« le règlement européen sur la protection des données ») et la loi 78/17 du 6 janvier 1978 modifiée (« Loi informatique et libertés »).

De plus, le titulaire s'engage à faire respecter ces différentes obligations par ses salariés et à ses partenaires et/ou sous-traitants.

ARTICLE 22 – LITIGES

En cas de titulaire étranger, seule la réglementation française est applicable et les tribunaux français sont seuls compétents.

Au préalable, les parties s'engagent à avoir recours à la médiation (médiateur des entreprises) afin de trouver des solutions à tout type de différends qu'ils pourraient rencontrer.

ARTICLE 23 - DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Les dispositions du CCAG-FCS (arrêté du 30 mars 2021) sont applicables au présent marché dans la mesure où elles ne sont pas contradictoires avec le présent CCAP et pour toutes les clauses non précisées dans ce document.

Le présent CCAP déroge :

Par son article	A l'article du CCAG 2021	Objet
11	21.2	Livraison et réception des articles
13	14	Pénalités

Pour l'établissement support du GHT 21-52,
Le Directeur des Affaires Economiques et Logistiques du
CHU Dijon Bourgogne,
Pouvoir Adjudicateur, par délégation,

Kamel BOUYAHIAOUI.